

naires, s'ils ne peuvent jouir que des mêmes conditions de vie, environnement social et culturel que ces derniers. C'est certainement un fait qu'il y a une relation d'influence très intime entre l'exercice du pouvoir et les privilèges<sup>77</sup>. Mais, dans la pratique et dans tous les cas, cet artifice de la *renonciation* cause plus de mal que de bien ; premièrement : parce que, à l'exception de quelques cas de petites organisations et d'autres qui furent persécutées, les leaders ne renoncent jamais à leurs privilèges (lesquels s'imposent d'ailleurs d'eux-mêmes), et trouvent toujours des excuses logiques concernant les nature et qualité de leurs efforts pour s'affranchir de cette obligation. Deuxièmement : lorsqu'un leader renonce effectivement aux privilèges, il cesse d'être un démocrate pour devenir un fanatique souvent plus tyrannique que ces autres que les privilèges adoucissent. Troisièmement : la politique « syndicaliste » vise la défense de la démocratie. Remarquant les tendances anti-démocratiques de l'État et des partis politiques, les syndicats instruisent aux ouvriers de ne pas se mêler de politique, et de se concentrer sur les buts et efforts de leurs propres organisations, les syndicats et les coopératives. La naïveté de cette proposition est bien assez visible. Les syndicats et les coopératives ne sont pas exempts des tendances autocratiques de toute organisation ; ils sont même les terrains où elles poussent le mieux. Se débarrasser des partis politiques ne permettrait pas de faire disparaître l'autocratie, et laisserait l'autocratie des syndicats sans rivaux.

L'anarchisme, enfin, qui fut le premier mouvement à étudier en détail les tendances autocrates des organisations, apporta les conclusions les plus claires et les plus consistantes. Sachant que

77 La renonciation aux privilèges extraordinaires du pouvoir politique est appliquée par Thomas More dans la société collectiviste qu'il décrit dans son célèbre livre *L'Utopie*, publié en 1516, contrairement à ce qu'explique Platon (v. 428-347 av. J.-C.) dans *La République*. Dans la *République* de Platon, la petite minorité des « gardiens » (c'est-à-dire l'élite) de la société est affranchie des corvées quotidiennes pourtant obligatoires pour tous, parce que des principes fondamentaux le justifient. More ne l'accepte pas dans *L'Utopie*, parce qu'il propose une société réellement égalitaire en toutes choses, sans exception. La subsistance des représentants de la minorité des gardiens de *La République* est le fruit du travail des autres. More s'attarde sur ce point pour le changer : tout Utopien doit assurer sa propre subsistance, sans exception. Mais, à la lumière de ce détail, insignifiant *a priori*, on remarque une différence énorme entre l'échelle de valeurs de Platon et celle de More : la mise en communauté de la société dans la *République* sert des objectifs *a posteriori* différents, pour ne pas dire radicalement opposés à ceux de *L'Utopie*. La finalité de toutes les règles devant maintenir la collectivisation de la société de la *République* est, en fait, opposée à l'idée d'égalité ; elle ne vise que le maintien au pouvoir d'une petite minorité formant l'élite, et même son isolement du reste de la population. On attendait du citoyen ordinaire de la *République* une foi aveugle en une idée qui le rendait corvéable à merci, et de ne jamais convoiter les privilèges spéciaux de l'élite.

toute organisation enfante l'autocratie, alors, dans le but de faire se concrétiser la démocratie, il faut renoncer à la création de toute organisation, quelle qu'elle soit : État, parti politique, syndicat, etc. Ce point de vue, dont l'histoire de l'anarchie montre qu'il peut produire de très nobles individus, se détache complètement des réalités de la société humaine qui, nécessairement, inclue des organisations. L'anarchisme, par conséquent, ne peut être rien d'autre qu'une foi complètement irréaliste, seulement capable d'intégrer la vie d'un individu isolé, et jamais un mouvement politique sérieux.

L'engagement politique ou syndicaliste, le militantisme, peuvent procurer à l'individu l'impression qu'il sort de lui-même, qu'il travaille pour le bien commun et un monde meilleur. Mais, dans ce cas, il lui est généralement interdit de penser par lui-même, de rechercher ses sources d'information ailleurs que dans les bréviaires généreusement psalmodiés au cours des réunions, où, comme partout, c'est la mémoire et le conformisme qui sont attendus. Il lui est généralement interdit de faire fonctionner son imagination s'il veut bénéficier de la sécurité et de l'action qu'il attend en rejoignant une organisation, et éviter de se faire traiter de contre-révolutionnaire ou d'utopiste. Il lui faut faire allégeance aux leaders, aux « pères spirituels », aux hommes providentiels, aux chefs responsables. Même dans la contestation des structures hiérarchiques de dominances, l'anarchiste qui veut aller au-delà de sa liberté individuelle doit encore s'inscrire dans une structure hiérarchique de dominance. Il existe un conformisme révolutionnaire comme il existe un conformisme conservateur.

Michels dit à ce propos : « Mais le fait que les chefs anarchistes sont, en général, moralement supérieurs aux chefs des partis organisés et luttant sur le terrain politique n'empêche pas qu'on retrouve chez eux quelques-unes des qualités et prétentions propres aux chefs comme tels, indépendamment du parti auquel ils appartiennent. L'analyse psychologique du caractère de chacun d'eux en fournirait facilement la preuve. La lutte théorique contre toute autorité, contre toute contrainte, lutte à laquelle beaucoup d'anarchistes, parmi les plus éminents, ont sacrifié de nombreuses années de leur vie, n'a pas suffi à étouffer chez eux la naturelle ambition du pouvoir.

« Tout ce qu'on peut dire, c'est que les instruments de domination dont se sert le chef anarchiste appartiennent à une époque que les partis politiques ont déjà dépassée. Ce sont des moyens d'apôtre et d'orateur : la puissance fulgurante de la pensée, la